

MEDIA 6 SA

Comptes sociaux au 30 septembre 2018

RAPPORT FINANCIER

DE L'EXERCICE 2017/2018

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

1 - RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 JANVIER 2019 RELATIF AUX COMPTES SOCIAUX DE MEDIA 6 SA ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018

a) Activité de l'exercice

Le chiffre d'affaires a représenté 6 999 K€, en augmentation de 0,7 % par rapport à l'exercice précédent. Il correspond essentiellement à des prestations de services refacturées aux différentes filiales du Groupe. Le total des charges et autres produits d'exploitation de l'exercice s'est établi à -6 427 K€, en augmentation de 0,89 % sur l'année dernière.

Le résultat d'exploitation s'est ainsi élevé à 572 K€ contre 580 K€ pour le précédent exercice.

Le résultat financier est de +3 168 K€ contre +660 K€ l'année précédente et comprend notamment :

- 3 239 K€ de dividendes perçus (2 377 K€ pour le précédent exercice)
- -87 K€ de dépréciation d'actions propres
- 22 K€ de gains de change
- -6 K€ de charges financières nettes

Le résultat fiscal du Groupe intégré est bénéficiaire pour un montant de 3 003 K€. L'impôt dû d'un montant de 1 009 K€ sera payé en partie, en imputant la réduction CICE relatif à l'année 2017 de 440 K€ du crédit d'impôt apprentissage de 5,4 K€, et le crédit impôt Mécénat pour 13,4 K€. En raison du montant élevé de l'impôt dû, la société devra payer une contribution sociale de l'IS de 7,8 K€.

Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 3 511 K€.

b) Faits caractéristiques de l'exercice

Le Conseil d'Administration du 10 octobre 2017 a proposé une réduction du capital de la société de 800 000 € par annulation de 250 000 actions propres rachetées pour le ramener à la somme de 9 760 000 €, représenté par 3 050 000 actions de 3,20 € nominal. Le Conseil d'Administration s'est réuni le 12 janvier 2018 et a décidé en l'absence d'opposition de modifier les statuts et de procéder aux formalités de publicité requises.

c) Evènements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'Administration du 1er octobre 2018 a décidé de nommer par cooptation M. Laurent FRAYSSINET comme administrateur de la société en remplacement de M. Jean Patrick FAUCHER démissionnaire. Cette nomination devra être ratifiée lors de la plus proche Assemblée Générale.

d) Affectation du résultat

L'exercice comptable se solde par un résultat net bénéficiaire de 3 510 961 € qu'il est proposé d'affecter :

- A une distribution de dividende à concurrence de 726 000 €
- Le solde sera imputé au poste « Report à nouveau » soit 2 784 961 €

Cette distribution correspond à 0,24 € par action étant rappelé que les dividendes distribués à compter du 1^{er} janvier 2005 ne bénéficient plus de l'avoir fiscal.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il conviendra de prendre acte que les dividendes nets distribués au titre des trois exercices précédents ont été :

Exercice	Dividende net par action
30/09/2015	0,22 €
30/09/2016	0,22 €
30/09/2017	0,24 €

e) Activité en matière de recherche et développement

Néant.

f) Dépenses visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous devons porter à votre connaissance le montant des dépenses visées à l'article 39-4 du même Code, et l'impôt sur les sociétés correspondant. Pour l'exercice écoulé, les montants sont les suivants :

- Dépenses concernées 50 029 €
- Impôt sur les sociétés correspondant 16 676 €

g) Informations concernant les conventions et engagements réglementés avec des sociétés liées

Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport sur les conventions et engagements réglementés des Commissaires aux Comptes, concernant les conventions visées par les dispositions des articles L 225-40 et suivant du Code de Commerce, avant de les soumettre à votre approbation.

h) Délais de paiement

En application des dispositions de l'article L 441-6-1, alinéa 1 du code de commerce, issu de la loi du 4 août 2008, et de l'article D 441-4 du même code et de la loi relative à la consommation n°2013-344 du 17 mars 2014, nous devons vous indiquer les délais de paiement des fournisseurs et des clients au titre des deux derniers exercices.

En euros

Fournisseurs	Total au 30/09/17	Echu	Non échu Total	Non échu < 30j	Non échu entre 30j et 60j	Non échu > 60j
Fournisseurs Tiers	329 524	31 675	297 849	105 368	192 481	0
Fournisseurs Groupe	96 146	0	96 146	240	95 906	0
Total Fournisseurs	425 670	31 675	393 995	105 608	288 387	0

Fournisseurs	Total au 30/09/18	Echu	Non échu Total	Non échu < 30j	Non échu entre 30j et 60j	Non échu > 60j
Fournisseurs Tiers	218 795	41 263	177 532	33 286	144 246	0
Fournisseurs Groupe	134 346	0	134 346	134 346		0
Total Fournisseurs	353 141	41 263	311 878	167 632	144 246	0

Échéances créances clients en euros	30/09/17	30/09/18
Non échu	1 828 064	1 233 241
Echu de 1 à 90 jours	110 126	139 405
Echu de 91 à 180 jours	110 031	149 703
Echu de 180 à 360 jours	59 901	542 541
Echu > 360 jours	254 893	534 765
Total créances clients (brutes)	2 363 015	2 599 655

Les créances Groupe représentent la quasi-totalité des créances.

COMPTES SOCIAUX DE MEDIA 6 SA AU 30 SEPTEMBRE 2018

2.1 BILAN au 30 septembre 2018 (Valeurs en K€)

ACTIF	Notes annexes	Exercices	
		Sept. 2017	Sept. 2018
Immobilisations incorporelles	1	146	129
Immobilisations corporelles	1	437	421
Immobilisations financières	1	32 830	32 404
ACTIF IMMOBILISE		33 413	32 954
Clients et comptes rattachés	2	2 363	2 600
Autres créances et comptes de régularisation	2	11 678	10 965
Valeurs mobilières de placement	4	28	46
Disponibilités		7 024	12 834
ACTIF CIRCULANT		21 093	26 445
TOTAL ACTIF		54 506	59 399

PASSIF	Notes annexes	Exercices	
		Sept. 2017	Sept. 2018
Capital	5	10 560	9 760
Réserves et report à nouveau		26 982	25 206
Résultat de l'exercice		146	3 511
Subventions d'investissements		5	4
Provisions réglementées		57	49
CAPITAUX PROPRES		37 750	38 530
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6	334	340
Emprunts et dettes financières	7	3	5 568
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		426	353
Autres dettes et comptes de régularisation	3	15 993	14 608
DETTES		16 422	20 529
TOTAL PASSIF		54 506	59 399

2.2 COMPTE DE RESULTAT au 30 septembre 2018 (Valeurs en K€)

	Notes annexes	Exercices	
		Sept. 2017	Sept. 2018
Chiffre d'affaires		6 950	6 999
Achats et charges externes		(2 574)	(2 688)
Impôts, taxes et versements assimilés		(211)	(181)
Charges de personnel		(3 452)	(3 376)
Dotations nettes amort. et prov. d'exploitation		(139)	(192)
Autres charges et produits d'exploitation		6	10
Total des charges et autres produits d'exploitation		(6 370)	(6 427)
RESULTAT D'EXPLOITATION		580	572
Résultat financier	8	660	3 168
RESULTAT COURANT		1 240	3 740
Résultat exceptionnel	9	1	6
Impôt sur les résultats	10	(1 095)	(235)
RESULTAT NET		146	3 511

3 - ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Règles et méthodes comptables

La société MEDIA 6 SA n'a pas d'activité industrielle ou commerciale propre. Depuis le 1^{er} octobre 2004, elle a toutefois repris l'activité de la société MEDIA 6 GESTION à la suite d'une transmission universelle de patrimoine. MEDIA 6 SA regroupe ainsi les services communs et généraux des sociétés du Groupe. Elle assume en conséquence les obligations juridiques et financières, et fournit les prestations de services corrélatives aux sociétés du Groupe notamment dans les domaines suivants : service commercial, communication, informatique, structure de direction. En outre, MEDIA 6 SA gère et assume des charges de diverses natures, dès lors qu'elles bénéficient directement ou indirectement aux sociétés du Groupe.

Afin que chaque filiale assume l'ensemble des charges qui lui incombent, il a été convenu que les frais engagés par MEDIA 6 SA soient refacturés aux filiales, assortis d'une majoration destinée à assurer la rémunération des capitaux investis. Les modalités de détermination de la quote-part de chaque société filiale font l'objet de conventions de prestations de services pour chaque filiale.

Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ◆ continuité d'exploitation
- ◆ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- ◆ indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Méthodes comptables utilisées

a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la refacturation avec marge des coûts supportés pour l'ensemble du Groupe. Ces coûts comprennent les frais de 1^{ère} catégorie directement affectables aux filiales (salaires des commerciaux ou des employés administratifs travaillant pour leur compte, surfaces privatives de locaux, honoraires spécifiques, etc...) et des frais de 2^{ème} catégorie non directement affectables répartis en tenant compte du poids relatif des filiales dans le Groupe.

b) Immobilisation incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ce poste est constitué essentiellement de logiciels et autres droits similaires.

- amortissement comptable : 3 ans linéaire
- amortissement fiscal : 3 ans linéaire

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production des immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue.

Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes (L=linéaire ; D=dégressif ; E= exceptionnel) :

Immobilisations corporelles	Amortissements Comptable	Amortissements Fiscal
Installations techniques, mat outillage	L 5 ans	D 5 ans
Installations Agencements Aménagements	L 5 à 10 ans	L 5 à 10 ans
Matériel de transport	L 4 à 5 ans	L 4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	L 3 à 5 ans	L/D 3 à 5 ans
Mobilier	L 5ans	L 5 ans

d) Titres de participation

La valeur brute des titres de participation figure au bilan pour leur coût d'acquisition. Le prix d'acquisition des titres de participation tient compte du prix payé lors de l'acquisition et des éventuels compléments de prix variables, fonction de l'activité et des résultats futurs de la société acquise. Ces compléments de prix à payer sont inscrits en titres de participation en contrepartie du poste dettes sur immobilisations.

Lorsque l'environnement économique et/ou des changements significatifs défavorables ont conduit l'entreprise acquise à réaliser un chiffre d'affaires et des résultats significativement en deçà des hypothèses retenues lors de l'acquisition, une dépréciation exceptionnelle des titres de participation est comptabilisée.

La valeur d'utilité des titres est alors déterminée au cas par cas pour chaque filiale. Cette valeur est définie en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue, retraitée des plus ou moins-values latentes de chaque société ainsi que des perspectives de résultats futurs. Une provision sur titres est constatée lorsque cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable des titres.

Lorsque la valeur d'utilité devient négative, les créances détenues sur la filiale concernée sont également dépréciées et une provision pour risques et charges complémentaire peut également être constatée si cela est nécessaire.

e) Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale historique. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur enregistrée en comptabilité.

f) Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées par :

- des provisions pour litiges prud'homaux : 150 000 €
- des provisions pour indemnités de fin de carrière : 190 159 €

Les provisions pour indemnités de fin de carrière sont calculées personne par personne et selon les dispositions de la convention collective. Elles tiennent compte de l'ancienneté des salariés et de la probabilité de leur présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Le taux d'actualisation retenu pour le calcul est 1,54% au 30 septembre 2018 (Source taux iBoxx Corporates AA)

4 - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Note 1 : Immobilisations (Valeurs en K€)

Tableau de variation

	Solde au 30/09/17	Acquis. / Dotations	Sorties / Reprises	Solde au 30/09/18
VALEURS BRUTES				
Immobilisations incorporelles	906	47		953
Immobilisations corporelles	1 404	106		1 510
Autres participations	49 764			49 764
Prêts et autres immob. financières	2 162	1 656	(1 995)	1 823
Immobilisations financières	51 926	1 656	(1 995)	51 587
TOTAL VALEURS BRUTES	54 236	1 809	(1 995)	54 050
AMORTISSEMENTS, PROVISIONS				
Immobilisations incorporelles	(760)	(64)		(824)
Immobilisations corporelles	(967)	(122)		(1 089)
Autres participations	(19 096)			(19 096)
Prêts et autres immob. financières		(87)		(87)
Immobilisations financières	(19 096)	(87)		(19 183)
TOTAL AMORT. ET PROVISIONS	(20 823)	(273)		(21 096)
VALEURS NETTES	33 413	1 536	(1 995)	32 954

Au 30/09/2018 les titres de participation comprennent 125 640 actions propres MEDIA 6 SA enregistrées pour 1 821 K€ dont 110 657 actions acquises au cours de l'exercice pour un montant total de 1 665 K€, au cours moyen d'achat de 14,96 € dans le cadre du programme de rachat adopté lors de l'AGM du 30 mars 2018. Le cours moyen du titre MEDIA 6 pendant le mois de septembre 2018 s'est élevé à 13,80 €. La valeur économique des 125 640 actions auto détenues est de 1 821 K€. La valeur au prix du marché étant inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constatée de 87 k€

Note 2 : Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Clients et comptes rattachés

Au 30 septembre 2018, les clients et comptes rattachés concernent essentiellement des sociétés du Groupe.

Autres créances et comptes de régularisation (Valeurs en K€)

Désignations	Valeurs nettes 30/09/17	Valeurs nettes 30/09/18
Comptes courants Groupe et associés bruts	17 209	15 362
Dépréciations	(5 806)	(5 806)
Comptes courants Groupe et associés nets	11 403	9 556
Créances diverses	231	1 336
Charges constatées d'avance	44	73
TOTAUX	11 678	10 965

Les créances diverses comprennent des créances d'impôt (crédit d'impôt compétitivité emploi) remboursables ou imputables à plus d'un an pour un montant de 327 k€.

Note 3 : Autres dettes et comptes de régularisation (Valeurs en K€)

Désignations	Valeurs au 30/09/17	Valeurs au 30/09/18
Comptes courants Groupe et associés	13 506	12 994
Etat : dettes fiscales	1 080	223
Autres dettes	1 407	1 391
TOTAUX	15 993	14 608

L'ensemble de ces dettes est à moins d'un an.

Note 4 : VMP et autres placements (Valeurs en K€)

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées initialement au coût d'acquisition, puis à chaque clôture à la juste valeur correspondant à la valeur du marché.

Toutes les valeurs mobilières de placement ont été classifiées en équivalents de trésorerie.

Les titres de placement comprennent, au 30/09/2018, 3 390 actions MEDIA 6 pour un montant de 46 K€. Le cours moyen du titre MEDIA 6 pendant le mois de septembre 2018 s'est élevé à 13,80 €. La valeur économique des 3 390 actions auto détenues est de 47 K€. Cette valeur étant supérieure à la valeur comptable au 30/09/2018, il n'a pas été constaté de dépréciation.

MEDIA 6 SA a poursuivi ses opérations d'achats et ventes de ses propres actions au cours de l'exercice dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec la société de Bourse TSAF pour assurer la régulation du cours de l'action MEDIA 6 et sa cotation en continu. Ces titres ne sont pas destinés à être conservés durablement.

VMP et autres placements	30/09/17	30/09/18
Actions propres	28	46
Sicav et FCP monétaires		
Valeur comptable (évaluée à la valeur du marché)	28	46

Note 5 : Capital social

Le capital social de 9 760 K€ est constitué de 3.050.000 actions d'une valeur nominale de 3,20 €.

Variation des capitaux propres (Valeurs en K€)

<u>Situation à l'ouverture de l'exercice au 30/09/2017</u>	
Capitaux propres avant distribution sur résultat antérieurs	37 750
Distribution sur résultats antérieurs	(728)
Capitaux propres après distribution sur résultats antérieurs	37 022
<u>Variation en cours d'exercice</u>	
Réduction de capital suite annulation actions propres	(800)
Réduction du report à nouveau et des réserves suite annulation actions propres	(1 194)
Résultat de l'exercice	3 511
Subventions d'investissements	(1)
Amortissements dérogatoires	(8)
<u>Situation à la clôture de l'exercice au 30/09/2018</u>	
Capitaux propres avant répartition	38 530

Le Conseil d'Administration n'a pas attribué au cours de l'exercice écoulé de plans d'options d'achats d'actions de la société.

Note 6 : Provisions pour risques et charges (Valeurs en K€)

Désignations	30/09/17	Augm. Dotat.	Diminution		30/09/18
			Utilisat.	Reprise	
Provisions indemnités de fin de carrière	184	190		(184)	190
Provisions pour litiges	150				150
Total provisions risques et charges	334	190		(184)	340

Indemnités de fin de carrière

Le risque de départ en retraite est provisionné dans les conditions suivantes :

Salariés concernés	tous les salariés en CDI
Date départ à la retraite	60 à 67 ans pour tous les salariés
Base	Indemnité conventionnelle de départ en retraite
Probabilité du risque	jusqu'à 40 ans d'âge ⇒ de 1,5% à 15% de risque de 41 ans à 50 ans d'âge ⇒ de 18% à 45% de risque de 51 ans à 60 ans d'âge ⇒ de 50% à 100% de risque
Taux moyen revalorisation des salaires	1%
Taux moyen charges soc. patronales	43.84%
Actualisation	1.55% au 30/09/17 et 1.54% au 30/09/18 (Source Taux iBoxx Corporates AA)

Cette provision est destinée à faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon une méthode prospective prenant en compte l'ancienneté, l'espérance de vie et le taux de rotation du personnel, ainsi que des hypothèses de revalorisation et d'actualisation.

Note 7 : Emprunts et dettes financières divers

Information sur les clauses dites de défaut au sein des contrats d'emprunt

Par principe, au sein du Groupe, les emprunts auprès des établissements de crédit sont contractés par MEDIA 6 SA.

Pour l'acquisition du nouveau siège social, le Groupe a emprunté la somme de 4 000 K€ au travers de sa filiale MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE.

D'autres exceptions concernent des reliquats d'emprunts qui ont été souscrits par certaines filiales préalablement à leur acquisition par MEDIA 6 SA.

Les banques insèrent habituellement dans leurs contrats des clauses dites de défaut qui en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers peuvent entraîner notamment une accélération de l'exigibilité du passif financier concerné ou une augmentation du coût du financement supporté par l'emprunteur.

Encours résiduel utilisable ou utilisé au 30/09/2018	Échéances	Clauses de défaut en cas d'évolution défavorable de certains ratios financiers	
Emprunts à moyen terme			
MEDIA 6 SA (HSBC) Emprunt 2 000 K€ Souscrit en mars 2018 Durée : 20 trimestres	1 902 K€	15/04/23	Ratios concernant les comptes consolidés Dette nette / Fonds propres < 1 Dette nette / Ebitda < 3
MEDIA 6 SA (CE) Emprunt 2 000 K€ Souscrit en mars 2018 Durée : 60 mois	1 837 K€	05/04/23	Néant
MEDIA 6 SA (LCL) Emprunt 2 000 K€ Souscrit en mars 2018 Durée : 60 mois	1 806 K€	07/03/23	Néant
TOTAL	5 545 K€		

Note 8 : Résultat financier (Valeurs en K€)

Désignations	Valeurs au 30/09/17	Valeurs au 30/09/18
Dividendes perçus	2 377	3 239
Intérêts et charges nets	12	(6)
Boni de confusion		
Différence de change	(63)	22
Provisions pour dépréciation des titres		(87)
Provisions pour dépréciation des comptes courants	(1 666)	
TOTAUX	660	3 168

Note 9 : Résultat exceptionnel (Valeurs en K€)

Désignations	Valeurs au 30/09/17	Valeurs au 30/09/18
Provisions règlementées	21	8
Résultat de cession participations et immob. corp.	1	
Divers	(21)	(2)
TOTAUX	1	6

Note 10 : Impôt sur les résultats (Valeurs en K€)

Désignations	Valeurs au 30/09/17	Valeurs au 30/09/18
Impôt sur résultat courant	211	196
Impôt sur résultat exceptionnel à court terme	(1)	2
Impôt litige fiscal	792	
Variation d'impôt liée à l'intégration fiscale	93	37
TOTAUX	1 095	235

Le Groupe MEDIA 6 intégré fiscalement a dégagé un bénéfice d'un montant de 3 003 K€.

Note 11 : Effectifs

Au 30/09/2018, MEDIA 6 SA emploie 34 personnes dont :

- cadres / maîtrise : 91%
- employés : 9%

Note 12 : Evènements postérieurs à la clôture

Le Conseil d'Administration du 1er octobre 2018 a décidé de nommer par cooptation M. Laurent FRAYSSINET comme administrateur de la société en remplacement de M. Jean Patrick FAUCHER démissionnaire. Cette nomination devra être ratifiée lors de la plus proche Assemblée Générale.

Prises de participations

Dans le cadre de sa stratégie sur le marketing expérientiel, Media 6 a renforcé sa participation dans la société QUIVIDI. Elle a par ailleurs participé à une augmentation de capital dans la société LUCIBEL spécialisée dans la conception, la fabrication de solution LED innovante avec une technologie d'interaction et de géolocalisation.

Note 13 : Engagements hors bilan**Cautions accordées par MEDIA 6 SA**

La société MEDIA 6 SA s'est portée caution auprès de la Banque Nationale du Canada de la filiale COULEUR 6 INC à Montréal pour 10 000 dollars canadiens, soit 7 K€ au 30 septembre 2018 pouvant être portés après accord préalable de MEDIA 6 SA jusqu'à 100 000 dollars canadiens, soit 67 K€ le cas échéant.

En février 2016, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société ATELIERS NORMAND en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire. Cette caution s'élève à la somme maximum de 2 471 000 €.

En mars et mai 2016, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société ATELIERS NORMAND en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics. Cette caution s'élève à la somme maximum de 988 100 €.

En août 2017, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société DDF INTERNATIONAL en garantie d'une caution de restitution d'acompte délivrée par HSBC France et d'un montant de 385 191 USD. L'engagement a été libéré le 10 novembre 2017.

En octobre 2017, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire. Cette caution s'élève à la somme maximum de 2 322 000 €.

En octobre 2017, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics. Cette caution s'élève à la somme maximum de 232 200 €.

En juin 2018, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en cas de défaillance de cette dernière dans l'exécution de ses obligations contractuelles relatives à une commande concernant une prestation dans le domaine de l'agencement de locaux publics dans le cadre de la construction d'un navire. Cette caution s'élève à la somme maximum de 2 325 877 €.

En juin 2018, la société MEDIA 6 SA s'est portée caution solidaire en faveur de la société MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS en garantie de garanties bancaires irrévocables de bonne exécution délivrée par HSBC France en faveur de cette société, titulaire de commandes de prestations dans le domaine de l'agencement de locaux publics. Cette caution s'élève à la somme maximum de 232 588 €.

Note 14 : Autres informations

Rémunération des mandataires sociaux

La rémunération nette versée aux mandataires sociaux de façon directe ou indirecte pour l'exercice écoulé s'est élevée à 812 K€. Elle était de 767 K€ pour le précédent exercice.

Suivi du contrôle fiscal 2013-2015

Il est rappelé qu'à la clôture au 30 septembre 2017, une provision de 792 K€ a été constituée en regard de sommes réclamées par l'administration fiscale suite à un contrôle fiscal portant sur les exercices 2013 à 2015. Nos conseils juridiques estiment que les rappels notifiés sont extrêmement contestables et espèrent un abandon des sommes en litige.

Relations avec les entreprises liées (Valeurs en K€)

Actif immobilisé	Participations	30 665
	Actions propres	1 823
	Dépôts et cautionnements	néant
Actif circulant	Clients et comptes rattachés	2 600
	Autres créances et cptes de régularisation	10 911
	Emprunts d'actions	néant
Emprunts et dettes financières	Fournisseurs et comptes rattachés	134
Dettes	Autres dettes	13 380
	Refacturations de prestations de services	6 999
Produits d'exploitation	Autres produits	7
	Locations immobilières	(441)
Charges d'exploitation	Autres charges	(39)
	Intérêts de comptes courants reçus	18
Produits financiers	Revenus des titres de participations	3 239
Charges financières	Intérêts des comptes courants versés	néant
	Abandon de créances	néant

Convention d'intégration fiscale

Les sociétés du Groupe MEDIA 6 dont la liste suit sont placées sous le régime français de l'intégration fiscale. La société MEDIA 6 SA est la société tête du Groupe en intégration fiscale. Les économies d'impôt réalisées ou les charges nettes d'impôt supportées globalement à raison de l'intégration fiscale sont appréhendées immédiatement par la société MEDIA 6 SA. Les économies ou charges d'impôt résultant des ajustements apportés à l'ensemble du Groupe en intégration fiscale sont définitivement acquises ou supportées par la société mère MEDIA 6 SA.

Au 30 septembre 2018, la société a enregistré à ce titre une charge d'impôt de 37 K€.

Sociétés en intégration fiscale au 30/09/2018

MEDIA 6 SA
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS
MEDIA 6 PRODUCTION METAL
MEDIA 6 PRODUCTION PLV
MEDIA 6 AGENCEMENT
MEDIA 6 360
MEDIASIXTE (SCI)
MEDIASIXTE BOIS
MEDIASIXTE METAL
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE
MEDIA 6 LAB (ex-MEDIA 6 PLV)

MEDIA 6 - Tableau des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres	Quote-part de capital		Valeur comptable des titres détenus par le Groupe		Avances et prêts MEDIA 6 SA	Cautions et avals	Chiffre d'affaires	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés
			détenue par MEDIA 6 SA	% d'intérêt du Groupe	Brut	Net					
Filiales détenues à plus de 50%											
MEDIA 6 AGENCEMENT SHOP FITTINGS	951 560	(883 898)	100,00%	100,00%	5 427 211	3 342 211	206 052	5 112 665	19 573 605	(420 675)	
MEDIA 6 PRODUCTION METAL	2 537 000	4 563 647	100,00%	100,00%	3 637 000	3 637 000			14 941 453	725 404	1 042 000
MEDIA 6 PRODUCTION PLV	1 000 000	2 646 102	100,00%	100,00%	18 473 676	5 790 834			14 037 106	1 269 626	981 000
ATELIERS NORMAND	680 000	1 954 868	100,00%	100,00%	1 800 000	1 800 000	2 359 274	3 459 100	6 953 352	214 532	
MEDIA 6 ASIA	922	1 316 274	100,00%	100,00%	922	922	0		2 620 498	402 342	
MEDIA 6 ASIA PRODUCTION LTD	111	(959 190)	100,00%	100,00%	350 000	0	5 391 086		6 251 841	407 988	
DDF INTERNATIONAL LTD	11	(1 400 081)	100,00%	100,00%	350 000	0	1 541 742		3 218 833	4 207	
MEDIACOLOR SPAIN	600 000	585 112	99,92%	99,92%	1 822 451	1 822 451	0		3 270 611	(53 028)	
MEDIA 6 ROMANIA	750	1 054 012	100,00%	100,00%	1 057	1 057	183 015		1 044 079	64 025	
COULEUR 6	66	(62 153)	100,00%	100,00%	141	0	61 127	6 640	0	(3 226)	
MEDIA 6 AGENCEMENT	44 800	210 119	100,00%	100,00%	414 018	414 018	0		242 228	158 193	163 000
MEDIA 6 360 (ex-MEDIA 6 DESIGN)	1 264 530	1 334 534	100,00%	100,00%	5 818 489	5 818 489	0		12 888 852	(80 858)	494 000
MEDIA 6 MERCHANDISING SERVICES	302 500	442 849	100,00%	100,00%	542 861	542 861	0		84 990	77 100	
MEDIA 6 LAB (ex-MEDIA 6 PLV)	50 000	(150 026)	100,00%	100,00%	44 801	44 801	45 614		312 156	(187 752)	
LA HOTTE IMMOBILIERE (SCI)	50 537	1 212 490	100,00%	100,00%	165 037	165 037	0		414 839	163 294	110 000
MEDIASIXTE (SCI)	15 245	35 254	100,00%	100,00%	15 245	15 245	0		0	11 687	
MEDIASIXTE BOIS	1 584 621	1 926 443	100,00%	100,00%	(*)	(*)	0		415 398	167 652	140 000
MEDIASIXTE METAL	38 000	408 770	100,00%	100,00%	(*)	(*)	0		597 185	331 594	309 000
QUAI DE SEINE (SCI)	1 500	897	1,00%	100,00%	1 500	1 500	0		0	(603)	
MEDIASIXTE BOIS DE LA PIE	10 000	1 082 395	100,00%	100,00%	10 000	10 000	1 307 482		710 302	171 197	

(*) Certaines informations n'ont pas été fournies dans ce tableau en raison du préjudice pouvant résulter de leur divulgation par MEDIA 6 SA qui a contracté des engagements de confidentialité à ce sujet avec les cédants

5 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AU COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE MEDIA 6 SA ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018

Aux actionnaires de la société MEDIA 6,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Media 6 relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié :

Au 30 septembre 2018, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 30,7 millions d'euros, soit 52% du total de l'actif. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition correspondant au prix payé et aux éventuels compléments de prix variables. Lorsque la valeur d'utilité des titres est inférieure à leur valeur nette comptable, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Comme indiqué au paragraphe « Titres de participation » du chapitre « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue, retraitée des plus ou moins-values latentes ainsi que des perspectives de résultats futurs. Lorsque la valeur d'utilité devient négative, les créances détenues sur la filiale concernée sont dépréciées et, le cas échéant, une provision pour risques et charges est constatée.

Compte tenu du poids des titres de participation au bilan et, le cas échéant, de la sensibilité des modèles d'évaluation aux hypothèses retenues pour la détermination par la direction des perspectives de résultats futurs, nous avons considéré l'évaluation de la valeur d'utilité des titres de participation comme un point clé de notre audit.

Notre réponse :

Notre appréciation de ces évaluations s'est fondée sur le processus mis en place par la société pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Rapprocher les capitaux propres retenus avec les comptes des participations ;
- Rapprocher, le cas échéant, le montant des plus-values latentes issues d'évaluations d'experts externes à la société ;
- Corroborer notamment avec la direction financière le caractère raisonnable des hypothèses d'évaluation des perspectives de résultats futurs sur lesquelles, le cas échéant, repose l'estimation de la valeur d'utilité.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que le rapport de gestion ne contient pas les informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales contrôlées par votre société prévues par l'article L. 233-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Media 6 par l'Assemblée Générale du 31 mars 2008 pour Grant Thornton et du 28 mars 2014 pour EFICO.

Au 30 septembre 2018, Grant Thornton était dans la onzième année de sa mission sans interruption et EFICO dans la cinquième année, dont respectivement dix et quatre années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 30 janvier 2019

Les commissaires aux comptes,

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International

EFICO

Mme Solange AIACHE
Associée

M. Michel STALLIVIERI
Associé